

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contacts média

Conny Abel : 06 65 67 48 04

Julien Coll : 01 47 58 82 08 / 06 72 07 28 65

E-mail : julien.coll@transparence-france.org

EMBARGO : 6 décembre 11h00 (heure de Paris)

L'action des gouvernements pour combattre la corruption demeure insuffisante

Le Baromètre mondial de la corruption indique que la police, les partis politiques et les parlements sont les plus compromis.

Paris, le 7 décembre 2006 – Des millions de personnes à travers le monde sont directement confrontées à la corruption dans leur vie quotidienne et réclament une action urgente de la part de leurs gouvernements pour la stopper. Telle est la conclusion qui ressort du baromètre de Transparency International sur la corruption en 2006, lancé aujourd'hui avant la journée internationale contre la corruption du samedi 9 décembre.

Le *Baromètre* 2006, qui est un sondage d'opinion réalisé pour Transparency International par Gallup International, étudie l'importance de la corruption à travers le regard de citoyens ordinaires. Il analyse la problématique de la petite corruption avec une exhaustivité jamais atteinte auparavant, apportant un éclairage particulier sur les expériences personnelles des personnes confrontées à la corruption et identifiant les secteurs les plus affectés par celle-ci, son occurrence et ce que doivent payer ceux qui en sont victimes.

«Ce sondage effectué à l'échelle mondiale montre l'effet dramatique de la corruption sur les vies des individus. Le pouvoir de la corruption est énorme», a expliqué Hugette Labelle, présidente de Transparency International. « Des services aussi élémentaires que l'électricité sont refusés aux pauvres parce qu'ils n'ont pas les moyens de soudoyer les agents corrompus. Ils se retrouvent alors sans lumière, dans des nombreux pays et leurs enfants livrés au froid. Les gouvernements ne peuvent pas fuir leurs responsabilités et doivent agir. »

Scepticisme face aux efforts déployés par les gouvernements

La plupart des personnes interrogées ont un avis négatif vis à vis efforts de leur gouvernement pour combattre la corruption. En effet 69% des sondés pensent que leur gouvernement n'est pas efficace dans la lutte contre la corruption, ou que celui-ci n'a rien entrepris pour l'éliminer, ou même encore, que leur gouvernement l'encourage activement. Seulement 22% ont jugé l'action de leur gouvernement «*efficace*» ou «*très efficace*».

A l'échelle régionale, 42% des Européens et 50% des Américains estiment l'action de leur gouvernement inefficace tandis que 19% des Américains, 15% des Asiatiques et 23% des Latino Américains déclarent que leur gouvernement encourage la corruption. A l'inverse, les opinions exprimées par beaucoup d'Africains ont été plus positives, même si ces derniers jugent les actions menées par leur gouvernement dans le cadre de la lutte contre la corruption d'une manière plus nuancée.

Des résultats contrastés pour la France

Pour ce qui est de la France, Daniel Lebègue, président de Transparence-International (France) estime que *"Le baromètre 2006 confirme l'appréciation globalement positive que portent les Français sur la plupart de nos grands services publics (éducation, santé, administration fiscale). En revanche, il confirme également la défiance persistante de nos concitoyens vis à vis des responsables politiques et, dans une moindre mesure, du monde de l'entreprise et des médias, qui sont perçus comme plus perméables à la corruption."*

Transparence-International (France) considère que ces perceptions ne prennent pas encore en compte les efforts récemment réalisés en France pour mettre en œuvre les engagements internationaux en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment. Elles traduisent probablement l'ombre portée des scandales et des affaires qui se sont enchaînés depuis une quinzaine d'années et dont certains font encore l'actualité des tribunaux et des médias (marchés publics d'Île-de-France, emplois fictifs de la ville de Paris, programme pétrole contre nourriture en Irak, affaire Falcone, affaire des frégates de Taiwan, ...).

Des pots-de-vin pour obtenir des services publics indispensables

Les réponses à la question du *Baromètre* concernant les pots-de-vin payés en relation avec les services publics montrent que, dans la plupart des pays, des pots-de-vin sont souvent versés à la police. En Amérique latine par exemple, une personne interrogée sur trois en contact avec la police finit par payer un pot-de-vin. Ceci indique que l'application de la justice est entravée par la corruption. Le système judiciaire est considéré comme la troisième institution la plus corrompue.

« Les citoyens font confiance à la police pour les protéger et à la justice pour punir les criminels. Si ces protecteurs sont eux mêmes corrompus, certaines personnes perdent naturellement confiance en ces institutions, d'autres se font justice elles-mêmes » estime Madame Labelle.

C'est en Afrique que l'on paye le plus souvent des pots-de-vin pour accéder à des prestations de services. L'obtention de documents administratifs et autres permis est la principale cause de corruption, avec un coût moyen de plus de 50 dollars. En général, le montant des pots-de-vin versés aux sociétés publiques est beaucoup plus faible (6 dollars), une somme cependant assez importante pour priver une part significative de la population pauvre du continent Africain d'électricité et d'autres services vitaux. *« La population est la victime du cercle vicieux de la corruption »*, ajoute Madame Labelle.

En ce qui concerne les régions économiquement plus prospères, comme l'Amérique du Nord ou l'Europe occidentale, le *Baromètre* a révélé que beaucoup de personnes, bien qu'ayant peu d'expérience directe en matière de corruption dans le secteur de prestations de services, étaient cependant fortement préoccupées par la corruption à grande échelle dans ce domaine. En Amérique du Nord, même si les pots-de-vin ne sont pas versés de manière directe quotidiennement, les personnes interrogées pensent que l'environnement des affaires (85%) et la vie politique (89%) sont affectés plus ou moins largement par la corruption.

Une fois de plus, les partis politiques se révèlent être les plus corrompus

Les citoyens ordinaires considèrent que les partis politiques font partie des institutions les plus touchées par la corruption, suivis par les parlements et les députés puis par le monde des affaires. En outre, de nombreuses personnes interrogées avouent avoir déjà versé des pots-de-vin à la police qui figure au quatrième rang des institutions les plus corrompues.

«*La corruption a infiltré la vie publique et s'y est installée durablement* », souligne Robin Hodess, responsable de la politique et de la recherche chez Transparency International. «*Les représentants du peuple sont élus pour remplir une mission primordiale: placer les intérêts de leur concitoyens au dessus de leurs propres intérêts. Le Baromètre montre que, dans beaucoup de pays, cette confiance est bafouée, au détriment de la légitimité des officiels élus. C'est tout le processus démocratique qui est en jeu si cet avertissement n'est pas pris en compte*».

Les autorités religieuses et les organisations non gouvernementales font tout juste bonne figure.

Les évaluations des secteurs et des institutions sont présentées sous forme de points sur une échelle de 1 à 5, 3 étant considéré comme la note moyenne. Les institutions notées en dessous de 3 reflètent une opinion du public plutôt positive que négative.

Globalement, seulement trois institutions enregistrent des opinions positives: les institutions religieuses (2,8), les organisations non gouvernementales et les bureaux d'état civil et de délivrance de permis (2,9 pour les deux). Cependant, aucune de ces notes n'est vraiment très positive.

La corruption affecte la vie privée, politique et commerciale

Il a été également demandé aux personnes interrogées dans quelle mesure la corruption affectait leur vie privée, économique ou politique. La vie politique semble être perçue comme le domaine le plus corrompu. Le pourcentage des personnes interrogées qui pensent que la corruption affecte leur vie privée ou familiale varie largement suivant les pays. Chez les Européens, 22% estiment que la corruption affecte largement leur vie personnelle, par rapport à 70% chez les Africains. En Bolivie, au Kenya, au Nigéria, aux Philippines, en Corée du Sud et en Turquie, plus de 70% des personnes interrogées ont affirmé que la corruption affectait largement leur vie privée et familiale.

La solution reste la convention des Nations Unies

Ce sondage n'est pas seulement un avertissement sévère adressé aux institutions du secteur public mais un appel urgent pour que des mesures concrètes soient prises rapidement. A travers la convention des Nations Unies contre la corruption et les résultats d'autres sondages sur le thème de la corruption, les gouvernements disposent désormais d'une feuille de route claire et de pistes concrètes d'amélioration pour répondre aux préoccupations que les citoyens ont clairement exprimées dans le *Baromètre mondial sur la corruption*.

Les pays signataires de la Convention seront présents lors de la Conférence des États parties en Jordanie du 10 au 14 décembre afin de décider du sort de l'unique instrument juridique mondial permettant de lutter contre la corruption. Ils décideront du montant du budget qu'ils s'engagent à débloquer pour vérifier sa mise en œuvre, et s'assurer du respect de cet accord d'une importance fondamentale.

La Convention crée des obligations à tous les niveaux, que ce soit pour protéger ceux qui révèlent les cas de corruption, pour empêcher les criminels de se réfugier à l'abri de la justice ou pour définir des codes de conduite pour les fonctionnaires. Elle contient des outils pour résoudre un grand nombre des problèmes identifiés par le *Baromètre*.

Un signal d'alarme, selon Madame Labelle.

Pour Madame Labelle, « *le rapport présenté aujourd'hui sur le Baromètre est un signal d'alarme pour les gouvernements, qui doivent encore faire de la lutte contre la corruption une priorité absolue. Les citoyens se sont exprimés sans équivoque, et les gouvernements doivent agir pour mettre un frein à la corruption sous toutes ses formes, arrêter le blanchiment d'argent, protéger ceux qui révèlent les cas de corruption, et s'assurer de la restitution du patrimoine pillé.* »

« *La semaine prochaine, en Jordanie, les gouvernements ont la possibilité de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre la Convention et pour surveiller son application. Mon message pour les pays qui n'ont pas encore ratifié cet accord historique est clair : votre absence est manifeste. Ceci est votre chance pour vous joindre à cette lutte. Le monde vous regarde.* »

Note aux éditeurs

Le Baromètre mondial de la corruption est un outil clef pour mesurer la corruption. Il est basé sur le sondage d'environ soixante mille personnes issues de 62 pays, réalisé par *Gallup International* dans le cadre de son sondage *Voice of the People*, pour le compte de Transparency International. Le *Baromètre* de cette année inclut six nouveaux pays: l'Albanie, le Congo, Fiji, le Gabon, le Maroc et la Suède. Les pays qui se sont retirés du *Baromètre* depuis la dernière édition sont la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, le Costa Rica, l'Equateur, l'Ethiopie, la Géorgie, le Guatemala, la République d'Irlande, la Lituanie, le Nicaragua et le Togo.

Le rapport mondial de TI sur la corruption sera publié au printemps 2007. Il apportera un éclairage particulier sur la corruption dans la justice. Le système judiciaire et la magistrature font partie des trois institutions les plus touchées par la corruption, selon le *Baromètre 2006*.

9 décembre : journée internationale de la lutte contre la corruption!

Pour de plus amples informations, reportez –vous au www.transparency.org